

Rapport oral sur l'étape actuelle de construction de l'Internationale XII^e Congrès mondial (2^e partie)

Les rapports de la commission des mandats ont permis aux camarades ici présents d'avoir l'image la plus précise possible de la situation actuelle de l'Internationale. Depuis le dernier congrès mondial, une demi-douzaine de nouvelles sections se sont créées. Elles apportent à l'Internationale de nouvelles expériences riches et aussi de nouveaux champs d'activité.

En même temps, et à quelques exceptions près, les sections existantes ont peu progressé. Dans les pays impérialistes en particulier, elles ont presque partout stagné ou régressé. Parallèlement, un nouveau cycle de la lutte de classe se développait, notamment en Amérique latine. Les effets en profondeur de la crise s'y combinent avec l'onde de choc de la révolution centraméricaine. Il n'est pas étonnant que cette conjoncture ait produit dans nos rangs des discussions sur l'état et l'avenir de l'Internationale. Dans la mesure où certaines positions, exprimées dans ce congrès par les camarades du SWP des États-Unis et du SWP australien, pensent que les limites de notre croissance tiennent à une tare programmatique originelle, il était inévitable de réexaminer à la lumière des grands événements en cours le contenu et l'actualité de ce socle programmatique. C'est ce que nous avons fait en discutant de la Pologne et de l'Amérique centrale, de la révolution permanente et de la démocratie socialiste. D'où le caractère un peu particulier du présent congrès.

Réaffirmer le cadre programmatique

Les débats et les votes de ces derniers jours ont abouti à réaffirmer dans ses lignes fondamentales le cadre programmatique dans lequel se construit l'Internationale. Ce cadre programmatique, qui synthétise l'héritage des premiers congrès de la III^e Internationale, de l'Opposition de gauche au stalinisme, de la IV^e Internationale elle-même depuis sa fondation, délimite, nous l'avons dit et répété un courant historique du mouvement ouvrier. Celui qui a su maintenir vivant l'internationalisme révolutionnaire et répondre à cet événement inédit et aux conséquences énormes pour l'ensemble du mouvement ouvrier, que fut la dégénérescence bureaucratique du premier État ouvrier.

Des camarades ont dit dans les débats, que nous aurions surestimé l'importance de la révolution politique, autrement dit de la lutte révolutionnaire contre la bureaucratie au pouvoir dans la plupart des États ouvriers. C'est pour le moins désinvolte. Comment aurions-nous pu surestimer une tâche qui concerne directement une part décisive du prolétariat mondial, en URSS, en Chine, en Europe de l'Est... et indirectement l'ensemble du prolétariat mondial.

La vérité c'est qu'il existe bel et bien un courant qui veut défendre les intérêts du prolétariat d'un point de vue réellement international, du Salvador à la Pologne, un courant qui veut lutter contre l'oppression bureaucratique sans abandonner la lutte pour le socialisme et le communisme. Ce courant se renforcera et s'élargira. Nous en sommes le noyau le plus cohérent et le plus conscient.

La réaffirmation de nos fondements programmatiques était donc nécessaire dès lors qu'ils étaient remis en question dans nos propres rangs. Il est indispensable de savoir qui

nous sommes, ce qui nous rassemble et dans quel sens nous voulons aller. C'est la condition de clarté élémentaire pour définir le cadre et les limites de nos discussions.

Ceci dit, cette clarification programmatique nécessaire n'est pas pour autant suffisante pour définir une orientation politique juste dans la lutte de classe concrète, pays par pays, ni pour garantir la croissance organisationnelle des sections. L'orientation politique ne se déduit pas mécaniquement des références programmatiques générales. Les sections doivent s'implanter, agir socialement, faire de la politique, prendre des initiatives, faire des propositions, modifier la réalité, infléchir les rapports de forces. La connaissance de la théorie de la révolution permanente ou la caractérisation des États bureaucratés peuvent y aider, mais avec bien des médiations.

C'est sur cela que nous avons voulu mettre l'accent dans ce congrès. Notre Internationale n'a besoin ni d'une révision ni d'une révolution programmatique, mais elle doit absolument franchir le pas d'une mutation politique et organisationnelle. Et cette transformation n'est possible que par la combinaison entre des mesures à prendre au niveau du fonctionnement de l'Internationale en tant que telle, et la mutation d'une série de sections.

Quelle perspective ?

Il y a dans le rapport écrit sur l'étape actuelle de construction de l'Internationale une idée toute simple et cependant centrale. Ce rapport rejette un schéma qui a souvent présidé, implicitement ou explicitement, au projet de construction de l'Internationale : celui d'une percée globale, d'une grande mutation qualitative et quantitative soudaine de l'Internationale dans son ensemble, dont le développement des sections serait en quelque sorte le résultat.

L'origine de cette idée remonte à la fondation même de l'Internationale. Il n'était pas déraisonnable de penser alors que la Seconde Guerre mondiale produirait des effets similaires à la première : le délabrement des États impérialistes, une nouvelle poussée révolutionnaire, la chute du stalinisme et une réorganisation générale du mouvement ouvrier sur de nouveaux axes, renouant massivement après un bref épisode de quelques années, avec l'héritage encore tout chaud des premières années de l'Internationale communiste.

Cette perspective a continué à hanter l'Internationale sous d'autres formes, de la guerre qui vient à la percée autour de la Bolivie... Le rapport écrit soumis au vote trace clairement une autre perspective de construction : « La fonction et l'avenir de la IV^e Internationale ne reposent sur aucune solution miracle à court terme, ni la fusion avec le courant castriste, ni l'unification du mouvement trotskiste ni un retour à l'entrisme généralisé. Ils ne dépendent d'aucun pari sur une percée générale autour d'un pays, sur la fusion avec des « pans entiers » des partis réformistes, ou sur l'apparition d'une nouvelle avant-garde née directement dans une situation de dualité de pouvoir. La perspective réelle est celle d'un processus beaucoup plus long et complexe de reconstitution d'une avant-garde à l'échelle internationale. Rien ne permet aujourd'hui de prévoir un grand saut brutal entre la IV^e Internationale telle qu'elle est et une Internationale de masse. Le plus probable est au contraire une bataille prolongée avec la multiplication de cas particuliers, nationaux et régionaux, qui tendront à remettre en cause le cadre unifié de l'Internationale. C'est à cette bataille qu'il faut nous préparer. »

Le monde et l'avant-garde elle-même sont beaucoup plus complexes et différenciés qu'en

1938. Alors, l'Opposition de gauche pouvait apparaître comme la direction de rechange légitime de l'Internationale communiste. Cette légitimité s'incarnait dans une génération qui était encore celle de la victoire d'Octobre. Notre héritage est aujourd'hui beaucoup plus indirect et des courants intermédiaires se sont multipliés dans les rangs du mouvement ouvrier, avec leurs propres références historiques et régionales. Il suffit de décrire l'éventail des positions dans la gauche révolutionnaire en Amérique latine.

Le courant castriste, si tant est qu'il existe comme courant délimité, ne veut pas construire une Internationale, qui l'obligerait directement à prendre position sur toutes les questions de la lutte de classe internationale et à entrer en concurrence et en conflit avec la bureaucratie soviétique. Nous pouvons comprendre les raisons profondes de ces limites. Mais aussi les conséquences : il peut y avoir entre la direction castriste et nous certaines convergences dans des luttes, dans tel ou tel pays, une convergence et une unité éventuelle, qui demeureront conflictuelles, sur la base d'un rapport de forces.

Il n'y a d'ailleurs pas besoin d'être marxiste révolutionnaire pour le comprendre. Nombre d'organisations aujourd'hui, qui considèrent Cuba comme une référence et reconnaissent l'autorité de la direction cubaine, ont en même temps le souci d'assurer leur propre indépendance organisationnelle, par exemple en développant des relations internationales différenciées.

De plus, avec la victoire et l'expérience de la révolution nicaraguayenne, la référence s'est en quelque sorte dédoublée. L'inspiration est double. Or, il y a des différences entre le processus cubain et le processus nicaraguayen, comme il y a des différences de tradition et de comportement entre les deux directions. Même

si les élections de novembre 1984 au Nicaragua n'avaient eu (ce qui n'est pas le cas) qu'une fonction tactique, cinq années de pluralisme politique et syndical, de confrontation à une presse d'opposition, finissent par créer des réflexes, une attitude différente et une éducation.

Le souci de la démocratie dans la société et dans le mouvement de masse, du pluralisme y compris pour permettre une unification de l'avant-garde dans le respect des origines différentes, de rapports internationaux non exclusifs ou subordonnés, gagne du terrain.

Dans ce contexte, certaines organisations sont prêtes à collaborer durablement et ouvertement avec nous. D'autres peuvent se rapprocher et nous devons y œuvrer. Dans tous les cas nous devons trouver les canaux politiques et organisationnels d'une collaboration durable.

Quelles conséquences ?

En effet, concevoir le processus de recomposition de l'avant-garde comme un processus prolongé et inégal, et non comme une métamorphose instantanée et planétaire (qui ne pourrait résulter que d'un bouleversement des rapports de forces mondiaux à partir des grands centres que sont les États-Unis, l'Europe, ou l'URSS même...), c'est inscrire notre construction dans la durée.

Or, l'espoir de la fameuse « percée » a eu sur nos organisations des effets pervers, aussi bien politiques qu'organisationnels : un manque de continuité et de ténacité dans les projets ; l'idée d'une direction déjà existante, dépositaire du programme, et en attente des troupes que la révolution ne manquerait pas de lui rallier, au lieu de concevoir la construction des directions comme une tâche à part entière ; la valorisation d'un certain type de cadres (conformes à l'idée du parti de cadres).

Il suffit de dire que l'Internationale a attendu plus de quarante ans pour se doter d'une école internationale de cadres, pour prendre la mesure du problème. Bien sûr il y avait d'autres problèmes, de ressources humaines et matérielles. Il n'en demeure pas moins que notre continuité politique et organisationnelle est loin de correspondre au demi-siècle de continuité programmatique dont se prévalait volontiers l'Internationale.

Travailler dans la durée ne veut pas dire s'enliser dans la routine du quotidien, d'une construction « hors du temps ». Les sections peuvent se développer, s'implanter, avoir des objectifs, et non pas se limiter à l'ambition de survivre en sauvegardant le drapeau. Qui n'avance pas recule, c'est vrai, mais comment et vers où avancer ?

Nous préparer à la construction de l'Internationale comme à une bataille prolongée, c'est d'abord œuvrer à consolider les sections et les aider à faire de la politique, à agir comme de véritables petits partis. Dans bien des cas, les sections ne sont plus tout à fait des groupes de propagande, et elles ne sont pas encore des petits partis. C'est cette situation de transition fragile et d'instabilité qui se reflète dans l'Internationale. Les sections ont besoin d'autre chose que de la nourriture analytique et des grands débats d'orientation programmatique. Elles n'ont souvent pas encore une expérience et une stabilité suffisante pour poser des discussions réelles d'orientation et de stratégie.

Nous préparer à une construction patiente, c'est travailler méthodiquement à élargir et homogénéiser le réseau de cadres nationaux et internationaux dont nous disposons. En termes relatifs, ce congrès reflète déjà une supériorité par rapport à tout autre regroupement international : il n'en existe pas d'autre

où autant de camarades d'origines géographiques aussi variées disposent d'une réelle expérience internationale et soient prêts à prendre des responsabilités. Nous devons faire fructifier ce capital. Quiconque voudrait voir le problème des directions de l'Internationale comme un conflit de générations ferait fausse route. Il ne s'agit pas d'opposer les générations ou les expériences de continents, mais au contraire de rassembler le meilleur des qualités et des expériences, d'ajouter les qualités et de corriger les défauts. En la matière nous sommes également dans une transition.

Enfin, il faut établir avec les sections et entre les directions des sections et de l'Internationale un cadre de dialogue et de collaboration régulier, permettant seul de prendre en compte les problèmes d'orientation et de construction. Sans cela, l'Internationale restera un squelette programmatique décharné, un échafaudage de principes qui ne sert jamais à monter un mur.

Les acquis de la dernière période

Il n'y a, dans les propositions présentées dans le rapport écrit, ni surprise, ni révélations. L'avantage de cette discussion, c'est qu'elle peut partir d'une expérience déjà en cours. De ce que nous avons entrepris depuis le dernier congrès mondial. Car c'est là ce que nous proposons de poursuivre, d'approfondir, et d'améliorer.

1. Depuis le dernier congrès, en 1979, les instances internationales ont continué, comme c'est l'une de leurs fonctions, à prendre position par des résolutions ou déclarations sur les grands événements de la lutte de classe internationale. Je dirai même qu'elles l'ont fait avec plus de régularité et sur un plus grand nombre de sujets que dans la période antérieure. Vous pouvez vous reporter au bilan d'ac-

tivité pour vérifier l'ampleur des questions traitées.

2. Nous avons contribué à coordonner les campagnes décidées, sur la Pologne, sur l'Amérique centrale, sur la militarisation, ainsi que certaines campagnes ou initiatives de solidarité ; bien que sur ce terrain il demeure d'importantes carences qu'il vaudrait la peine de traiter dans un prochain secrétariat unifié (SU).

3. Nous avons amélioré la qualité et l'étendue de la presse de l'Internationale, notamment les éditions d'*Inprecor*.

4. Nous avons mis sur pied l'école internationale de cadres qui tiendra au printemps prochain sa sixième session. Vous disposez sur son fonctionnement, sur le nombre des stagiaires qui y sont passés et leur origine d'un bilan écrit spécifique. Quant à l'utilité et la fonction de cette école elles ont été souvent évoquées dans les débats du congrès

5. Nous avons remis sur pied des réunions régulières de directions de section au niveau européen et latino-américain et multiplié les voyages pour répondre aux besoins des sections dans leur orientation quotidienne.

6. Nous avons avancé au niveau européen, dans l'aide à la construction des organisations de jeunesse, en tenant une école annuelle dans les directions (la troisième aura lieu le mois prochain), en contribuant à la tenue du premier camp international d'été l'été dernier, en participant à la mise sur pied d'une coordination permanente qui échange les expériences et coordonne les campagnes.

Ce résumé rapide ne donne qu'une idée limitée des efforts qui ont été faits. Mais les premiers résultats sont là et le déroulement du congrès les illustre. Les camarades responsables de section, qui ont discuté ensemble de leurs problèmes respectifs dans les réunions de BPs, qui ont eu le temps de se côtoyer pen-

dant plusieurs mois à l'école de cadre et de se familiariser en détail avec les problèmes des autres sections, qui ont eu l'occasion de voyager pour essayer de mettre leur expérience même limitée au service d'une autre section, tous ces camarades ont en commun quelque chose de plus que la référence à nos acquis programmatiques.

Ils ont la conviction que nous agissons tous dans la même direction. Que les camarades de la section voisine peuvent se tromper sur tel ou tel problème, même important, mais qu'ils cherchent à résoudre le même problème et au mieux. Ils apprennent que toutes les questions politiques ne peuvent pas être traitées comme des questions de principes ou de programme, impliquant fractions, ruptures et excommunications. Ils prennent confiance dans la possibilité d'avoir un véritable échange, un véritable dialogue pour s'aider les uns les autres et non pour se juger ou débusquer l'hérésie. Ainsi se tisse une confiance mutuelle qui consolide l'Internationale et amortit la portée de divergences passagères.

Ce que nous voulons donc, c'est persévérer dans ce sens.

La centralisation et les directions

Dans ce cadre, le rapport écrit sur l'étape actuelle de construction de l'Internationale, avance des propositions générales d'aménagement du fonctionnement des directions et de la centralisation de l'Internationale. Ces aménagements sont nécessaires pour faire face à des problèmes concrets et pratiques.

Il est normal que des désaccords apparaissent quant aux solutions proposées. Cependant, aujourd'hui, la camarade Clelia présente un court document comme alternatif au rapport écrit et demande sur cette base un contre rapport. Cette contribution apparemment ne

se différencie guère du rapport sur les considérants ni sur les propositions concrètes, à moins que l'on considère qu'il y aurait deux lignes antagoniques selon que le bureau du SU comporte cinq ou sept membres, et que tel ou tel en est ou non membre.

Dans le document de Clelia, l'accent est mis sur un danger de liquidation de l'Internationale, qui s'insinuerait sournoisement derrière des propositions organisationnelles apparemment anodines.

Il faut tout d'abord écarter clairement cette accusation qui aboutit en pratique à une diversion. Le rapport écrit, et soumis au vote, réaffirme explicitement « la nécessité d'une Internationale fondée sur le centralisme démocratique », et c'est même là la raison d'être de ce document dans sa totalité (y compris les deux premières parties « programmatiques ») et non seulement dans sa troisième partie.

Donc, nous construisons l'Internationale. Nous le disons, et le moins que l'on puisse dire c'est que nous nous y employons. Et nul ne peut à ce sujet tenter un pur procès d'intention.

Le texte précise ensuite en quoi consiste la centralisation de l'Internationale : « La centralisation démocratique de l'Internationale consiste d'abord en l'élaboration d'une ligne générale commune sur les grandes questions et les grands événements de la lutte des classes internationale, par le biais des congrès mondiaux et des instances régulièrement élues. Le mécanisme de décision interne vise à une synthèse effective de l'expérience de l'Internationale par la médiation de ses sections. C'est pourquoi elle détermine ses positions à travers des congrès et non de simples conférences où s'échangeraient les positions préétablies des sections sur les grands problèmes internationaux. » Nous nous sommes opposés et

continuons à nous opposer sur ce point à la conception des camarades des États-Unis. Ainsi, la section française, et ce n'est pas la seule, n'a jamais considéré que ses membres dans les instances internationales étaient liés par des mandats impératifs, ou qu'il fallait que la section prenne position sur les grandes questions (Cuba, l'Afghanistan, la Pologne ou autre...) pour aller ensuite « négocier » dans les instances de l'Internationale. Nous suivons la démarche inverse. Nous essayons d'attendre que l'Internationale prenne position, pour demander éventuellement ensuite un vote indicatif du comité central. Nous procédons ainsi parce que nous pensons que sur les grands problèmes internationaux, le débat d'une direction internationale a toutes les chances d'être plus complet et plus riche que le point de vue d'un comité central national.

Ceci dit, le rapport ajoute : « Au niveau international, le centralisme démocratique inclut le respect de la souveraineté des sections dans la définition de leur orientation nationale, dans la définition de leur tactique, dans le choix de leurs directions, dans l'organisation de leurs débats internes, le tout dans le cadre des statuts qui régissent la vie de l'Internationale dans son ensemble. En ce sens, l'Internationale n'est pas une organisation de membres individuels directement affiliés. Elle repose sur la réalité organisationnelle de ses sections. » Ce passage a déclenché dans certaines sections une campagne selon laquelle cette « internationale des sections » serait une négation de l'Internationale. Or, ce qui est dit dans ce passage, qui est d'abord le simple bon sens, est aussi conforme à l'esprit et à la lettre de l'article 1 des statuts de l'Internationale, et conforme à la pratique en vigueur depuis la réunification. Et nous verrons dans les conclusions que certains camarades, si

prompts à s'indigner d'une « internationale des sections » (cette expression soit dit en passant ne figure même pas dans le rapport écrit!), sont en revanche tout disposés à accepter une Internationale des tendances, des fractions ou des personnalités. C'est contre ces conceptions que nous affirmons vigoureusement que la seule unité organique de l'Internationale ce sont les sections.

J'ai cité longuement le rapport soumis au vote pour écarter les rumeurs, les malentendus, réels ou malintentionnés. Maintenant, quel est le véritable problème qui est ici en jeu. Il faut reprendre la célèbre distinction que faisait Lénine entre principes et système d'organisation. Le principe dans ce cas, c'est la nécessité d'une Internationale révolutionnaire centralisée. Quant au système de centralisation, de fonctionnement, de direction, il peut varier de forme, de degré, selon la situation politique, la taille de l'Internationale, l'origine et les qualités de ses directions. Il n'y a pas de modèle unique entre la I^{re} Internationale, la seconde, le Komintern, et la IV^e Internationale, ni même au sein de la IV^e Internationale à la veille de la guerre et du vivant de Trotski... et en 1984...

Pour traiter le problème que nous voulons résoudre dans cette discussion, il faut repartir de l'idée que nous avons de l'étape concrète de construction dans laquelle nous nous trouvons. Nous avons déjà parlé d'une transition où les sections ne sont déjà plus des groupes de propagande et pas encore des petits partis stabilisés.

Que se passe-t-il dans cette transition? Leurs besoins changent, et nous risquons de connaître un phénomène de « ciseaux », entre d'un côté des sections de plus en plus aspirées par leur réalité politique nationale, par leurs possibilités d'intervention concrète, pour le

meilleur et pour le pire, et d'un autre côté une Internationale réduite au rôle de gardienne du programme, absorbée par les grands débats programmatiques et l'arbitrage des litiges organisationnels.

Cet écartèlement est gros d'un danger mortel. L'Internationale finirait par apparaître au mieux inutile, au pire un fardeau.

Le débat n'est donc pas entre centralisateurs et décentralisateurs. Il porte sur la conception même de la centralisation et de ce qu'il y a à centraliser. Je dirai même que le rapport majoritaire présenté est plus ambitieux en matière de centralisation effective. Pourquoi?

La camarade Clelia et les camarades d'accord avec elle disent en quelque sorte qu'il faut un bureau permanent (c'est-à-dire résident) fort, composé des meilleurs cadres, pour tracer fermement la ligne de l'Internationale sur les grands événements et les grands problèmes et la diffuser par les résolutions et publications.

Nous disons que c'est certes là l'une des fonctions nécessaires que doit assumer la direction de l'Internationale.

Elle peut s'en acquitter autrement que par une concertation permanente de cerveaux au « centre » permanent. Par exemple en associant plus de camarades représentatifs de leurs sections à l'élaboration de cette ligne générale par le biais d'un fonctionnement autre du secrétariat unifié lui-même.

En revanche, ce que ne résout pas cette concentration des capacités au centre, c'est l'autre aspect de la centralisation : la centralisation des problèmes de construction et d'orientation si utile aux directions de section. Certes, cette centralisation ne se résout pas par l'adoption de résolutions un peu générales qui cautionnent ou censurent la position adoptée par une direction de section, ou par la

rédaction de lettres de mise en garde sur les dangers de telle ou telle position, qui irritent d'autant plus les camarades qu'elles ne proposent en contrepartie aucune alternative positive. Cette centralisation ne peut prendre la forme de directives centrales, mais plutôt celle de l'échange, de la collaboration et du dialogue. Les réunions régionales de BPs ou les sessions de l'école d'Amsterdam ne se substituent pas aux instances de direction élues. Mais elles contribuent considérablement, sous une forme appropriée, à la centralisation de la vie effective de l'Internationale. De même que peuvent y contribuer les publications en rendant compte de l'orientation et de l'activité des sections.

C'est dans cette optique que le rapport soumis au vote souligne : « C'est pourquoi nous devons concevoir la direction de l'Internationale comme un véritable réseau de structures et de cadres, s'appuyant sur la réalité des sections, et non comme un centre dépositaire de l'identité programmatique de l'Internationale. La formation même des cadres de l'Internationale constitue une tâche consciente de longue haleine. Il n'existe pas de modèle ou de portrait-robot du cadre politique. Les cadres sont le produit de différentes étapes spécifiques de construction. La constitution d'un réseau d'équipes directionnelles doit viser à intégrer les expériences les plus avancées des sections, elles-mêmes en mutation constante, et les expériences et qualités respectives des différentes générations militantes. Dans ce but nous devons mettre sur pied un système de direction qui internationalise la pratique des directions de section en l'associant le plus étroitement aux responsabilités de l'ensemble de l'Internationale et en assurant une rotation contrôlée de certaines tâches centrales.

La concentration de cadres dans un bureau résident déracine les dirigeants les plus expé-

rimentés des sections alors que leurs directions nationales ne sont pas dans la plupart des cas (la totalité) elles-mêmes stabilisées. Ou alors, les sections s'acquittent d'un impôt humain envers l'internationale en y détachant des camarades mal préparés par leur expérience à remplir les tâches nécessaires. Dans les deux cas, cela entraîne une rotation rapide qui ne permet pas non plus de stabiliser un centre résident fort. La conclusion c'est donc qu'il faut balayer une fois pour toutes l'idée selon laquelle « un centre fort » équivaut à un bureau résident fort. Le rapport met au contraire l'accent sur le fonctionnement du CEI et du SU, qui doit devenir le véritable centre de gravité du système de direction. C'est la seule démarche qui permette d'élargir la couche de cadres actifs et disponibles. Ce SU a besoin pour fonctionner d'un bureau suffisant et efficace, mais qui organise et coordonne le travail du SU et du CEI sans prétendre s'y substituer.

Il est d'autant plus nécessaire de s'engager dans cette voie que la direction effective de l'Internationale ne saurait moins que jamais se réduire à une « direction européenne » au moment où les sections européennes connaissent toutes des difficultés, et des problèmes de direction, qui finiraient par agir sur la composition et même la politique des instances internationales. Seul un fonctionnement axé sur le SU peut intégrer régulièrement, à l'étape actuelle, des camarades non européens, en particulier latino-américains au fonctionnement des directions.

Restent les doutes exprimés : est-ce que c'est réaliste ? est-ce que « ça » peut marcher ? Cela doit marcher, car l'autre solution n'en est pas une. La concentration physique de cadres a été tentée à la fin des années soixante-dix. Elle a échoué, et il faut comprendre pourquoi. S'il reste aujourd'hui quatre « Français » sur les

sept membres du bureau, ce n'est pas seulement dû aux forces relatives de la section : on pourrait demander combien de camarades il y aurait si le centre se déplaçait demain à Sao Paolo ou Mexico ? Cela peut et doit marcher donc, à une condition, que les camarades membres des directions internationales conçoivent cette appartenance comme impliquant des tâches régulières pour l'Internationale, et que leurs directions de section s'organisent de façon à leur permettre de remplir ces tâches.

Maintenir la prolétarianisation

Une dernière question qu'il faut aborder dans ce rapport oral, même s'il ne permet pas de traiter tous les points abordés dans le rapport écrit (jeunesse, formation, femmes...), c'est celle du tournant vers l'industrie. En raison de son importance politique pour la construction des sections, mais aussi pour une raison élémentaire de responsabilité de direction : quoi qu'aient pensé ou voté les uns et les autres à ce propos au précédent congrès, il y a eu un vote majoritaire et donc une décision. Avec cette décision, il y a bien autre chose que des idées en jeu. Il est souvent facile de corriger une erreur de jugement politique. Les questions d'organisation méritent plus d'attention et de précision, surtout lorsqu'elles expliquent des choix aussi importants pour nos organisations et la vie de leurs militants.

Nous pensons aujourd'hui que nous avons mal procédé à propos du tournant au dernier congrès. Il y a eu une volonté générale mais abstraite exprimée par un vote. À la lumière de l'expérience, non seulement du tournant, mais du fonctionnement de l'Internationale dans les cinq dernières années, il nous apparaît aujourd'hui qu'il aurait été plus raisonnable de marquer une nécessité vitale pour les sections : la transformation qualitative de

leur composition sociale et de leur implantation. Ensuite, pour agir dans cette direction, il aurait fallu procéder par accumulation et échanges d'expériences, pour reprendre ce qui est généralisable, s'inspirer des réussites, tenir compte des différences. Bref, commencer par ce qui n'a été fait qu'*a posteriori* du CEI de 1982 ou dans certaines réunions des BPs européens.

Une telle démarche aurait évité le dérapage du type de celui des camarades du SWP américain qui ont transformé le tournant de moyen en fin, puis en moyen de campagne et de normalisation interne, enfin en fétiche au même titre que le gouvernement ouvrier et paysan.

Corriger et critiquer une version moraliste et ouvriériste du tournant, comme c'est explicitement fait dans le rapport du CEI de 1982 et à nouveau dans le rapport écrit pour ce congrès, ne veut pas dire abandonner la nécessité de prolétarianisation des sections et en particulier d'implantation dans les secteurs industriels par le biais de l'embauche de camarades : l'embauche n'est pas un aspect exclusif mais nécessaire pour renforcer notre enracinement et avoir des sections capables d'agir et de peser quelle que soit la tactique de construction choisie par ailleurs. L'implantation sociale est également décisive pour avoir les moyens de prendre des initiatives aussi bien syndicales que politiques.

Ce qu'il faut clarifier aujourd'hui, c'est que la prolétarianisation est un effort soutenu et prolongé. Les cibles doivent être plus précises que les indications en pourcentage : création de cellules d'entreprise ou de fractions syndicales stables, recrutement et stabilisation de militants ouvriers d'origine.

Ainsi conçu et clarifiée, l'effort d'implantation industrielle fait partie de l'effort de transformation des sections et de l'internationale.

Autant de questions, donc, autant de propositions pour avancer et pour changer dans la construction de l'Internationale. Ce qui serait véritablement suicidaire et liquidateur aujourd'hui, dans un mouvement ouvrier international en train lui-même d'évoluer et de bouger, ce serait le statu quo, le conservatisme et la routine.

Conclusions

Il y a eu dans cette discussion un nombre record de contre-rapports. Beaucoup de balles ont été tirées, mais la plupart se sont perdues dans la nature. En fait, il n'existait qu'une seule proposition cohérente pour la construction de l'Internationale et aucune position réellement alternative.

1. Les camarades du SWP des États-Unis ont fait de leur mieux pour éviter toute discussion sérieuse. Ils ont parlé du tournant vers l'industrie à propos du gouvernement ouvrier et paysan, et vice-versa. Ils n'ont pas défendu ouvertement devant le congrès les révisions programmatiques qu'ils développent systématiquement dans leur propre organisation et ils n'ont pas davantage éclairé notre lanterne sur les implications pratiques pour la IV^e Internationale du tournant vers les Cubains ou la direction castriste, dont ils ont fait un slogan depuis plus de quatre années.

2. Les camarades du SWP australien se sont montrés somme toute plus francs dans leurs propositions de révision. Ils ont expliqué à cette tribune que la théorie de la révolution permanente n'était qu'un fétiche inutile. Leur projet de résolution, cherchant à dégager les racines d'une dégénérescence sectaire de l'Internationale, souligne : « une surestimation de la place occupée par la révolution politique

contre les castes au pouvoir dans les États socialistes bureaucratés » (BIDI 18, p. 27). En fait au nom du bon sens et du primat de la pratique, les camarades en sont déjà arrivés à des positions extrêmement graves, comme celles qui figurent dans leur brochure sur le Vietnam : « Les trotskistes et leurs alliés nationalistes avaient apporté une contribution majeure à la quasi-destruction de la révolution dans le Sud. Empêcher de plus graves dégâts, si nécessaire par la répression physique, était nécessaire. Il semble cependant que le Parti communiste jugea que Giap avait usé d'une violence excessive par rapport à la situation » (Allen Myers, *La Révolution vietnamienne et sa direction*, p. 48).

Une chose est de chercher à évaluer honnêtement ce que fut la politique de nos partisans à diverses périodes, dans certains pays, et en particulier au Vietnam. Nous savons que nous avons pu commettre des erreurs, et des erreurs graves. Mais autre chose est de couvrir – même à moitié – la liquidation physique de nos camarades et de militants d'autres organisations. Plus qu'une erreur, l'assassinat de Ta Thu Thau et de ses camarades était un crime qui a coûté fort cher au Vietminh et au PC vietnamien lui-même. Il a créé un fossé de haine et de méfiance entre eux et nombre de militants ouvriers, révolutionnaires, syndicalistes, et des minorités religieuses. Aujourd'hui encore, ce fossé n'a pas été comblé et des cadres du PC vietnamien le reconnaissent.

De plus, les camarades australiens avalisent ainsi avec une incroyable légèreté, un précédent ; selon leur raisonnement ces méthodes pourraient être légitimes à l'avenir dans des circonstances analogues.

Inutile de préciser le lien qui existe entre ces positions politiques et la perspective de construction de notre Internationale : elles

aboutissent à considérer l'Internationale comme un cadre purement formel, utile pour échanger des expériences.

3. La tendance HH a, quant à elle, avancé dans ses textes un projet paradoxal. D'un côté, elle serait favorable à un regroupement international, voire à une nouvelle internationale, large et quelque peu nébuleuse. En revanche, la IV^e Internationale en tant qu'internationale de cadres devrait être rigoureusement délimitée, au point d'élaguer les branches aussitôt qu'elles commencent à sécher. Ainsi, il aurait fallu pratiquement exclure ou pousser vers la sortie le SWP des États-Unis. Mais, avec les mêmes critères, il faudrait en faire de même avec les camarades australiens... D'ailleurs, la THH prend pour exemple dans son texte le cas du PST d'Uruguay qu'il aurait fallu exclure de nos rangs en 1972 pour sa participation au Frente Amplio ?

Et aujourd'hui ? En fait, la méthode des camarades revient à confondre les délimitations programmatiques de l'Internationale et les orientations stratégiques, et à faire de divergences politiques de nouveaux critères de délimitation organisationnelle. Il est logique dans une telle optique de concevoir l'Internationale comme un agrégat d'individus (de cadres) dépositaires du programme, plutôt que comme un ensemble de sections. Car la dialectique subtile des camarades entre une IV^e Internationale étroite et une V^e large est bien peu dialectique : réhabiliter l'idée même d'une Internationale est aujourd'hui une tâche à part entière, et point aisée tant les organisations révolutionnaires ont été échaudées, non seulement par des rapports avec des États, mais aussi par le centralisme et les pratiques des courants de Lambert ou de Moreno (ou de Posadas !). Pour mener cette bataille, l'image

que nous donnons nous-même de notre Internationale, de notre capacité à traiter politiquement des divergences dans le respect d'un cadre démocratique commun, constitue un élément décisif.

4. La Tuqi a défendu une conception articulée autour de trois thèmes d'agitation : il faut des campagnes ; il faut des sections dans tous les pays ; il faut l'unification du mouvement trotskiste (bien que ce dernier thème ait été mis en sourdine au fur et à mesure de l'évolution des débats). Oui, les campagnes sont nécessaires et utiles, mais il est faux de croire et de faire croire qu'elles peuvent jouer le même rôle pour la construction de l'Internationale en tant que telle, à l'étape actuelle, que pour la construction de sections nationales. Ces campagnes occupent une place différente et sont fort inégalement menées selon la situation géographique et l'état de développement des sections. Conçues à la mode lambertiste elles deviennent des initiatives publicitaires artificielles, par rapport aux besoins effectifs de construction des sections.

Affirmer que nous sommes pour des sections dans tous les pays est généralement et historiquement vrai. Mais cela ne nous dit rien sur quelles sections nous voulons et comment les construire. Il ne s'agit pas de couvrir un planisphère de petits drapeaux. Une chose est un groupe de propagande qui diffuse nos idées (quels que soient ses mérites), autre chose une petite organisation capable d'une intervention effective dans la lutte de classe de son pays, autre chose encore un parti. Or, nous savons que des organisations dépositaires du sigle de l'Internationale peuvent devenir des obstacles à la construction de sections implantées. On pourrait en citer de multiples exemples, à l'époque de Trotski déjà

comme dans notre histoire récente. Un impératif catégorique ne règle pas la question. Le rapport sur la construction donne des indications quant aux critères de reconnaissance de nouvelles sections, en mettant l'accent non seulement sur l'accord programmatique, mais aussi sur la réalité militante et organisationnelle. Il ne s'agit pas de valoriser un critère quantitatif, car les conditions de recrutement sont très inégales d'un pays à l'autre, selon que les groupes sont légaux ou clandestins, etc., mais de prendre en compte une série de critères combinés.

Enfin, en ce qui concerne le mouvement trotskiste, le problème est abordé dans le rapport écrit. Je me contenterai de rappeler ici que l'expérience a été faite pour le meilleur et aussi pour le pire. Une section comme la section brésilienne regroupe aujourd'hui des courants issus des différentes familles du trotskisme. Ce regroupement a été possible au terme d'une discussion poussée, non seulement sur les références programmatiques communes, mais sur une conception convergente du PT et de l'intervention syndicale, sur une acceptation générale d'un cadre organisationnel démocratique, et sans faire de l'affiliation à la IV^e Internationale un préalable. En revanche, les tentatives de partir des références programmatiques les plus générales sans traiter ouvertement et clairement les autres questions ont toujours abouti à un fiasco.

5. Enfin, la camarade Clelia a développé dans son texte et son rapport une sorte de stratégie du soupçon : la résolution majoritaire ne dit pas qu'elle est pour une simple fédération de section (elle dit d'ailleurs explicitement le contraire), mais... Ceci pose d'abord une question de responsabilité et de méthode de direction. Le rapport sur l'étape actuelle de construction de

l'Internationale a connu une première ébauche avec le rapport présenté au CEI de mai 1982 et publié dans le BIDI n° 4. Le rapport lui-même a été longuement discuté, à plusieurs reprises en bureau et au SU en 1983, pour être finalement adopté début 1984. La camarade est membre du SU et du bureau ? Elle n'a jamais déposé de contre-texte et, curieusement pour quelqu'un qui se présente en champion des instances de direction et de centralisation de l'Internationale, son texte alternatif apparaît seulement dans une discussion de congrès de la section française.

Maintenant la camarade dit qu'elle pourrait retirer son texte si l'on retirait du rapport écrit majoritaire telle ou telle considération. Lesquelles ? Tout ceci est dit oralement, il n'y a pas de propositions d'amendement écrites et précises. J'ai donc relu le rapport majoritaire soumis au vote, scrupuleusement, et une fois de plus : il n'y a rien à retirer. Le problème du texte de Clelia, c'est qu'il oppose une pétition de principe à des propositions concrètes de cautionnement correspondant à une étape précise de construction de l'Internationale.

C'est vrai qu'il existe des tendances centrifuges dans l'Internationale. Elles viennent en grande partie des tendances centrifuges qui existent dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire à l'échelle internationale. Le vrai problème n'est pas de nous en défendre en nous bardant de mesures organisationnelles, mais en nous efforçant de répondre aux problèmes politiques qu'elles révèlent par les moyens les plus appropriés. Le problème c'est de construire une direction internationale (ce qui est différent d'une direction nationale) qui, ne saurait se réduire à une somme de dirigeants. Une direction nationale prend des décisions qu'elle a directement la responsabilité d'appliquer. Les décisions d'une direction inter-

nationale sont d'un autre ordre et elle ne peut les appliquer que par la médiation des directions de section. C'est pourquoi une direction internationale qui ne serait pas organiquement articulée sur les directions de section n'aurait qu'une autorité formelle ou aucune autorité du tout, parce que cette direction serait perçue à juste titre comme non responsable des conséquences de ses décisions (que l'on songe à la lutte armée ou au tournant vers l'industrie...).

La tension qui existe dans toute organisation révolutionnaire entre le but final (la révolution, la conquête du pouvoir), et le labeur quotidien d'implantation et de construction, est encore plus forte au niveau international. Elle tend à créer un univers artificiel et une vie politique illusoire. Des organisations (et c'est notre lot à tous par-delà les inégalités de développement) qui n'ont pas résolu leurs problèmes d'insertion dans leur réalité politique nationale, ont soudain la possibilité de s'adresser par les bulletins ou le congrès « au prolétariat mondial ». Il y a là une démesure lourde de déformations. Nous devons la corriger en incitant en permanence les sections à un retour à la réalité, à la pratique, à l'activité politique.

Le système de direction doit répondre à ce souci. C'est dans cette perspective que se situent le rapport écrit et les motions présentées en commun avec le camarade Jaber. Il s'agit de mettre le SU et le CEI au centre du système de direction pour permettre à des camarades non résidents physiquement au centre de remplir leur rôle de dirigeants de l'Internationale. Un bureau demeure bien évidemment nécessaire, mais il s'agit d'un organe de travail du SU et non d'une instance statu-

taire de direction. Quant à la fréquence des réunions de direction, il faut l'envisager d'un point de vue pratique, c'est-à-dire en considérant le calendrier : si l'on tient compte des réunions de SU, de CEI et de BPs régionaux, il n'est pas raisonnable de prévoir plus de quatre à cinq réunions annuelles du SU et une réunion de CEI, ce qui oblige déjà les camarades membres de leur direction de section à se déplacer six fois par an, pour des périodes allant d'une à deux semaines si nous voulons avoir des réunions qui soient de véritables sessions de travail.

Enfin, il n'était pas possible d'aborder dans cette discussion d'autres aspects concernant l'amélioration du fonctionnement des instances, par exemple la création d'un bulletin de liaison entre les membres du CEI et les directions de section, ou la création de cahiers de l'école de cadre, qui permettraient d'étendre les fruits du travail accompli et de les rendre utilisables par les directions de section. Tout cela sera à la charge de la prochaine direction internationale.

Un dernier mot pour conclure. Certaines tendances et certains camarades avaient dramatisé la préparation de ce congrès mondial, l'annonçant comme un congrès de crise, voire de scission. Il y a eu nombre de rumeurs et de chuchotements sur la « crise de direction ». Tous les délégués ici ont pu voir et toucher du doigt nos problèmes, nos difficultés, qui sont bien réels. Mais, comparé aux précédents congrès, ce congrès-ci n'a pas pris des allures de congrès de crise. Le neuvième congrès était encore un congrès artisanal, de sortie de l'isolement et cette transition se payait d'une crise profonde de certaines sections européennes

clefs. Le X^e congrès était une bataille de tranchée entre deux fractions internationales. Le XI^e congrès survenait au lendemain d'une scission. Rien de cela aujourd'hui. Le XII^e congrès a dégagé une large majorité sur les grandes questions politiques à l'ordre du jour, et aucun commentaire *a posteriori* ne pourra obscurcir ce résultat.

On annonçait une crise de direction et le congrès a été dirigé, sans qu'il y ait besoin de réunions de fraction ou de caucus, de palabres de couloir ou de marathons nocturnes, dans le calme et la sérénité, au grand jour. Les oracles se sont trompés parce qu'ils ne connaissent pas la réalité actuelle et la transformation de l'Internationale au cours de ces dernières années. La sérénité de ce congrès, sa capacité à éviter l'enlisement dans les querelles organisationnelles, résulte de l'existence encore embryonnaire d'un réseau de cadres réellement international qui commencent à partager un projet et à travailler en confiance, par-delà telle ou telle divergence secondaire. Plus largement, il existe une volonté partagée par l'écrasante majorité de délégués de persévérer dans la voie où nous sommes déjà engagés.

Le véritable défi porte maintenant sur les lendemains du congrès, c'est-à-dire sur notre capacité collective à répondre à cette attente, à réorganiser le travail des instances de direction à consolider les acquis de ces dernières années et à les approfondir.

Note manuscrite : d'après l'enregistrement des rapports, transcription remise au bureau du secrétariat unifié trois mois après le congrès.

Janvier 1985